



**COMPTE RENDU
DE LA
RÉUNION DE L'IE SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

Bruxelles, 20 – 21 novembre 2008, ITUH, 1^{er} étage, salle B

LISTE DES PARTICIPANTS:

Organisations membres de l'IE

David DORN	American Federation of Teachers (AFT), États-Unis
Trudy KERPERIEN	Algemene Onderwijsbond (AOB), Pays-Bas
Richard LANGLOIS	Centrale des syndicats du Québec, CSQ
Alex DAVIDSON	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
Barbara MacDONALD MOORE	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
Nicole PATENAUDE	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
Beth SCHUBERT	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
Tore ASMUSSEN	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Dorte LANGE	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Flemming SORENSEN	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Sonsoles REDONDO MARTÍN	Federación de Enseñanza CC.OO. (F.E.CC.OO.), Espagne
Rosario RIZO MARTÍN	Federación de Enseñanza CC.OO. (F.E.CC.OO.), Espagne
Carmen VIEITES	Federación de Trabajadores de la Enseñanza de la UGT (FETE/UGT), Espagne
Manfred BRINKMANN	Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft (GEW), Allemagne
Anders AHLIN	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Margareta AXELL	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Paula ENGWALL	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Henrik HERBER	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Helena TAXELL	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Christine BLOWER	National Union of Teachers (NUT), Royaume-Uni
Samidha GARG	National Union of Teachers (NUT), Royaume-Uni
Jill CHRISTIANSON	National Education Association (NEA), États-Unis
David EDWARDS	National Education Association (NEA), États-Unis
Cynthia SWANN	National Education Association (NEA), États-Unis
Ritva SEMI	Opetusalan Ammattijärjestö (OAJ), Finlande
Roger FERRARI	Syndicat National de l'Enseignement de Second Degré (SNES-FSU), France
Florian LASCROUX	Syndicat National de l'Enseignement de Second Degré (SNES-FSU), France
Begoña SUAREZ	Confederación de Sindicatos de Trabajadores y Trabajadores de la Enseñanza – Intersindical (STESs – Intersindicale)
Rob COPELAND	University and College Union (UCU)
Lajla BLOM	Union of Education Norway (UEN), Norvège
Ingrid CONVERY	Union of Education Norway (UEN), Norvège
Agnes BREDA	UNSA-Education, France
Sylvie GRASSO	Réseau Éducation et Solidarité

Internationale de l'Éducation

Assibi NAPOE	Coordinatrice régionale principale pour l'Afrique
Richard ETONU	Coordinateur, Afrique
Emanuel FATOMA	Coordinateur, Afrique
Aloysius MATHEWS	Coordinateur régional principal pour l'Asie-Pacifique
Sagar NATH PYAKURYAL	Coordinateur, Asie-Pacifique
Rey DICHOSO DOLOT	Coordinateur, Asie-Pacifique



Chusnul SAVITRI	Coordinatrice, Asie-Pacifique
Sashi Bala SINGH	Coordinatrice, Asie-Pacifique
Virginia ALBERT	Coordinatrice régionale principale pour les Caraïbes
Comberty RODRIGUEZ	Coordinateur régional principal pour l'Amérique latine
Gabriela BONILLA	Coordinatrice, Amérique latine
Loreto MUÑOZ VILLA	Coordinatrice, Amérique latine
Huda KHOURY	Coordinateur de la région MENA
Janice EASTMAN	Secrétaire générale adjointe, Bruxelles
Monique FOUILHOX	Secrétaire générale adjointe, Bruxelles
Gaston DE LA HAYE	Consultant principal auprès du Secrétaire général, Bruxelles
Nicolás RICHARDS	Coordinateur principal Solidarité & Développement, Bruxelles
Jefferson PESSI	Coordinateur Solidarité & Développement, Bruxelles
Delphine SANGLAN	Assistante professionnelle senior Solidarité & Développement, Bruxelles
Juliane RETHORST	Assistante professionnelle Solidarité & Développement, Bruxelles
Alexandra COGELS	Assistante professionnelle Solidarité & Développement, Bruxelles
Yann GELISTER	Assistant professionnel Solidarité & Développement, Bruxelles
Julie KAVANAGH	Assistante professionnelle Solidarité & Développement, Bruxelles
Nancy KNICKERBOCKER	Coordinatrice principale Information & Communication, Bruxelles
Timo LINSENMAIER	Assistant professionnel Information & Communication, Bruxelles

EXCUSÉS:

Australian Education Union (AEU)/ Australie; Fédération nationale danoise des enseignants de la petite enfance et des éducateurs de jeunesse (BUPL) / Danemark; Federazione Lavoratori della Donoscenza CGIL (FLC – CGIL)/ Italie; Japan Teachers' Union (JTU)/ Japon.

PRÉSIDENCE:

Jan Eastman, Secrétaire générale adjointe de l'IE

1. ACCUEIL ET INTRODUCTION

- Jan Eastman (JE) ouvre la séance et souhaite la bienvenue à tous les participants.
- JE met en lumière certains aspects du contexte mondial qui sont de nature à affecter la coopération au développement et les syndicats d'enseignants:
 - **manque d'enseignants qualifiés et hausse du nombre de para-enseignants**
 - **baisse des affiliations dans les syndicats**
 - **vieillesse des membres**
 - **pénurie alimentaire**
 - **crise financière.**
- JE souligne que le renforcement des capacités syndicales reste essentiel pour relever les défis précités. Les syndicats doivent également toucher de nouveaux jeunes enseignants.
- L'ordre du jour est approuvé tel qu'il a été diffusé.
- Les notes de la réunion sur la coopération au développement (CD) de décembre 2007 et l'ordre du jour sont adoptés.
- JE présente Sylvie Grasso (SG) du réseau Éducation et Solidarité. Elle invite les participants à la rencontrer pour de plus amples informations après la brève introduction sur le réseau que Sylvie présentera plus tard dans l'ordre du jour.



2. PROBLÈMES MAJEURS ET PRIORITÉS DANS LES RÉGIONS

Asie Pacifique

Aloysius Mathews (AM) fait le point sur les problèmes et les priorités de la région Asie-Pacifique:

- **Pays ayant connu des changements politiques**

- Népal: Transition d'une monarchie absolue à une démocratie constitutionnelle.
- Bhoutan: Le roi a cédé le pouvoir à son fils, qui semble plus progressiste. Le bureau régional prendra l'initiative de créer un syndicat dans le pays.
- Maldives: Les élections d'il y a deux mois semblent prometteuses et plus démocratiques.

→ Les changements politiques offrent des possibilités d'aider les enseignants et leurs syndicats.

- **Pays où les droits de l'homme sont restreints**

- Pakistan
- Bangladesh

→ Il s'agit de pays importants, parce que des millions d'enfants ne sont pas scolarisés et qu'il existe une pénurie extrême d'enseignants.

- **Pays connaissant des conflits internes**

- Timor oriental: Troubles civils; personnes vivant sous des tentes; l'organisation des enseignants ne fonctionne plus.
- Thaïlande: Conflit dans 4 districts, plus de 300 écoles ont été incendiées.
- Afghanistan: L'éducation des filles est menacée en raison de l'action des Talibans; menace et harcèlement des enseignantes et des élèves filles; enseignants tués.
- Philippines du Sud: enseignants tués.
- Sri Lanka: L'éducation et les enseignants sont pris dans le conflit interne avec les Tigres tamouls.
- Birmanie: Soulèvement des moines, nombreux morts et enseignants arrêtés. L'IE doit s'efforcer d'exercer davantage de pression afin de faire bouger les choses en Birmanie.

- **EFAIDS**: L'Inde, le Népal et l'Indonésie participent au programme EFAIDS; examen de la participation éventuelle du Pakistan et du Bangladesh.

- **Impact de la crise financière**

- Fortes conséquences sur la fourniture d'éducation. Les syndicats doivent être équipés et renforcés afin de faire face au manque de moyens financiers.
- La Chine a été gravement frappée: 67 000 entreprises ont dû fermer leurs portes au cours des six premiers mois de la crise; la tendance à la migration urbaine s'est inversée; de nombreuses grèves sont dues au non-paiement des salaires; prise de conscience accrue des travailleurs dont les droits humains et du travail sont touchés; prévision de troubles sociaux en raison de la récession économique; les syndicats contrôlés par le gouvernement commencent à perdre le contrôle des travailleurs en général.

- **Programme Tsunami à Aceh**: les travaux prendront fin en avril 2009.

- **Évaluation du travail de CD**: Le Bureau régional pour l'Asie a décidé de procéder à une évaluation de l'impact réel des programmes de coopération au développement menés dans la région ces 15 dernières années. L'évaluation sera présentée lors de la prochaine réunion régionale en mars et sera diffusée en juin 2009.

- **Affaiblissement des syndicats d'enseignants**: Les syndicats d'enseignants s'affaiblissent progressivement: baisse du nombre d'affiliés, affaiblissement des capacités et du leadership, visibilité inexistante des syndicats alors que la visibilité des ONG se renforce dans le domaine de l'éducation.



Caraïbes

Virginia Albert (VA) expose les problèmes et les priorités dans la région:

- Bilan économique, social et politique général
 - La situation politique est stable.
 - Hausse de la violence: criminalité et trafic de drogue en hausse.
 - Le coût de la vie explose; les prix des denrées alimentaires grimpent.
 - Baisse rapide du tourisme en raison des catastrophes naturelles et de la crise financière.
- Travail syndical
 - Accent important mis sur la formation des enseignants, la migration et les questions sociales liées à l'éducation.
 - Le renforcement des capacités par la formation de jeunes dirigeants au travail syndical dans l'enseignement n'a pas été une priorité pour les syndicats de la région. Il est donc nécessaire d'agir davantage dans ce domaine.
 - Nécessité d'une parité entre des syndicats de tailles différentes: de très petits syndicats ont besoin d'aide, notamment au Surinam, au Guyana et en Haïti.
 - Haïti est un défi énorme non seulement en termes socioéconomiques, mais également parce que le syndicat n'est pas structurellement fort.
 - VA a élaboré une nouvelle stratégie pour travailler avec tous les petits syndicats.
 - VA souligne la nécessité de renforcer les capacités parce que les syndicats manquent de suffisamment de dirigeants forts. Le John Thompson Programme (JTF) a eu un impact, mais les enseignants formés commencent à partir à la retraite et de nouveaux enseignants sont donc nécessaires.
 - Barbara MacDonald Moore (BM)/CTF indique que le CTF discute d'un nouveau cycle pour le programme JTF.
- EFAIDS:
 - Le programme a été bénéfique aux syndicats de la région.
 - Les syndicats assument leur responsabilité et assurent la viabilité du programme.
 - Le programme doit être davantage intégré dans les autres activités de coopération au développement.
- Réseau des femmes:
 - Les progrès ont été limités en raison des tensions entre l'IE et le CUT, mais d'autres activités sont prévues pour l'année qui vient.
 - Aujourd'hui, 12 syndicats sur 22 sont présidés par des femmes.

Amérique latine

Combertty Rodrigues fait le point sur les problèmes et les priorités de la région:

- La région a été définie par un agenda néolibéral, mais l'arrivée récente de gouvernements progressistes a entraîné des changements.
- Progrès importants en termes de présence d'un mouvement social régional.
- Non-respect des droits de l'homme, des conventions de l'OIT et du droit du travail, en particulier au Pérou, au Guatemala et en Colombie. L'Argentine enregistre quelques progrès.
- L'enseignement privé domine dans tous les pays, où le système public se dégrade.

Exceptions:

- Argentine: quatre lois ont été adoptées pour soutenir l'enseignement public, ce qui est contraire aux tendances observées dans le reste de la région.
- Équateur: l'éducation est intégrée dans la législation en tant que droit, de sorte que la politique nationale couvre l'offre d'éducation.
- Uruguay: un nouvel espace s'est ouvert pour les activités syndicales.
- ONG: elles font concurrence au mouvement syndical et se sont engagées dans des activités éducatives.



Défis et besoins des syndicats:

- Les syndicats doivent se préparer à faire face à la privatisation et à l'AGCS.
- Les structures syndicales doivent être renforcées de même que les capacités afin de présenter des solutions alternatives aux politiques néolibérales.

Afrique

Assibi Napoe (AN) fait le point sur les problèmes et les priorités de la région:

- Pays en conflit: La situation politique et sociale devient de plus en plus préoccupante (Zimbabwe, Kenya, RDC, Tchad, Cameroun).
- Comment parvenir à un enseignement de qualité dans des pays en conflit où les enfants meurent de faim?
- Alors que de nombreux pays ont déclaré que l'enseignement primaire était gratuit, on observe un phénomène de privatisation déguisée.
- La fragmentation des syndicats au Burkina Faso, au Bénin, au Niger et au Nigeria a des effets négatifs sur la force du mouvement syndical dans ces pays.
- Les syndicats sont faibles, en particulier en Mauritanie, à Djibouti, en Namibie et dans les pays lusophones.
- Des programmes de développement et de coopération se sont révélés déterminants dans de nombreux cas et il reste nécessaire de lancer des projets destinés à renforcer la capacité des syndicats à fournir une formation au leadership.
- Perte de la culture syndicale en raison de l'arrivée massive des ONG.
- Nécessité de renforcer la promotion des syndicats et les capacités de leadership afin de mieux servir les syndicats d'enseignants et leurs affiliés.

Europe

Nicolas Richards (NR) fait le point sur les problèmes et les priorités de la région:

- Europe de l'Est: baisse du nombre de membres ces dernières années. Changements dans le fonctionnement des syndicats par rapport à l'ère communiste. Il n'y a plus d'affiliation automatique.
- Une conférence sur la Géorgie a eu lieu avant la guerre. Elle a réuni des syndicats de huit pays (Arménie, Albanie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Moldova, Russie et Ukraine). Elle a montré que le développement et le contexte du mouvement syndical varient grandement. Il convient de trouver une manière de travailler ensemble.
- Balkans: les tensions entre groupes ethniques et la déclaration d'indépendance du Kosovo ont rendu obsolètes les progrès réalisés jusqu'à présent. Un nouveau départ est nécessaire.
- Il convient de définir le travail à faire et de commencer par les Oblasts et les Rayons en Europe de l'Est.

Problèmes apparaissant dans les rapports de toutes les régions:

- Rapports entre les syndicats et les ONG
- Diminution des capacités des syndicats à recruter et à s'organiser
- Éducation dans des situations de conflit

3. CRISE FINANCIÈRE

Monique Fouilhoux (MFx) aborde les questions suivantes:

1. La crise financière a provoqué une hausse de l'endettement public et une baisse probable des dépenses publiques destinées à la coopération au développement, à l'éducation et à la santé.
2. 20 millions d'emplois devraient être perdus au cours de l'année prochaine.



3. Le mouvement syndical devrait être invité à participer aux discussions du G20 dans les prochains mois.

4. ÉDUCATION DE QUALITÉ/CME: PÉNURIE D'ENSEIGNANTS ET RECRUTEMENT SYNDICAL

MFx évoque les éléments suivants:

- Le rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009 «Vaincre l'inégalité: l'importance de la gouvernance» montre que l'inégalité demeure dans de nombreux domaines. Le rapport est extrêmement pessimiste en ce qui concerne l'OMD sur l'éducation. Une bonne gouvernance est nécessaire à tous les niveaux pour un bon développement. La dépendance des pays du Sud augmente.

5. COMMUNICATIONS: SITE INTERNET ET PUBLICATIONS

Nancy Knickerbocker (NK) et Timo Linsenmaier (TL) font rapport sur les points suivants:

- Site Internet CD: Très bonnes réactions en retour du site Internet sur la CD lancé l'an dernier. Il est important que les informations soient régulièrement mises à jour avec les dernières nouvelles.
- Les participants sont invités à participer à l'enquête sur les utilisateurs du portail, qui sera envoyée l'an prochain.
- NK présente le projet de vidéo pour les éducateurs syndicaux (VUE). La vidéo de dix minutes a été publiée sur YouTube et visionnée 1400 fois. La vidéo a ensuite été diffusée à tous les membres.
- Une deuxième vidéo sur le thème de l'éducation dans la région de la frontière birmano-thaïlandaise est en cours de production. En 2008, l'IE s'est engagée à produire deux vidéos, qui ont été réalisées. Pour 2009, les choses doivent encore être finalisées. NK précise que la NEA finance le projet VUE.
- Une discussion est menée sur la manière de donner une visibilité à des projets qui attirent moins l'attention, comme le travail des enfants.

6. NOUVELLES INITIATIVES 2007: MENA, ASIE CENTRALE

Rapport MENA

Huda Khoury (HK) fait le point sur les activités menées depuis décembre 2007:

- En 2008, les syndicats ont été évalués dans la région MENA afin d'identifier les syndicats susceptibles de faire l'objet d'une coopération future. JE, NR et HK ont rencontré des organisations en Jordanie et au Liban afin d'explorer des pistes. HK relève que la notion de syndicat d'enseignants n'est pas populaire dans la région, la préférence allant à des associations professionnelles et à des organisations.
- Deux ateliers de formation ont été organisés au **Liban**, l'un avec le syndicat d'enseignants du privé et l'autre avec le syndicat public. En 2009, la coopération s'est poursuivie avec les syndicats libanais et a porté sur davantage de formation. Un soutien supplémentaire a été apporté au syndicat public au Liban afin qu'il puisse financer une étude sur un fonds en faveur des enseignants.
- L'IE a eu des contacts préliminaires avec les syndicats **irakiens** KTU et ITU, mais en raison de la situation politique et de sécurité, les syndicats éprouvent des difficultés à répondre aux questions. L'IE doit encore s'assurer que l'ITU a une représentation nationale, comme le prétend son président Jassim Allami, avec lequel l'IE a été en contact. L'IE suivra de près l'accord conclu avec le KTU et l'ITU, en fonction de l'évolution de la situation, et avec l'aide de la CISL, du FES et du SC à Amman en raison de leurs programmes étendus à l'Irak.
- En **Jordanie**, le syndicat est récemment devenu membre de l'IE. D'autres formations et des ateliers sont prévus.
- Le syndicat **yéménite** présente actuellement des propositions de coopération pour 2009.
- **En Égypte**, en plus du GTUESR membre de l'IE et de l'autre syndicat pro-gouvernemental, un nouveau mouvement baptisé «Enseignants sans syndicat» sans lien politique ou religieux clair, se fait connaître. Ce mouvement possède un site Internet, mis à jour plus régulièrement ces derniers temps, et le site semble avoir un lien consacré aux problèmes des enseignantes. Ces mesures seront intégrées dans le plan de travail du MENA pour 2009.



- Il a été suggéré que **Bahreïn et Oman** soient des pays et des syndicats avec lesquels l'IE pourrait établir des contacts en 2009.
- Le projet MENA n'est pas un consortium, mais il s'agit plutôt d'un groupe de travail et l'IE s'efforce de faciliter le partage d'informations entre les partenaires et la région. Le rapport se centre sur le Moyen-Orient plutôt que sur l'Afrique du Nord, ce qui reflète l'approche qui doit être suivie dans la région.
- **Palestine**: L'IE continuera à soutenir son affilié le GUPT au cours des prochaines années afin de consolider les structures du syndicat et de renforcer ses capacités en soutenant des ateliers de formation avec des partenaires de la coopération et en soutenant également l'infrastructure de bureau. Des camps d'été pour étudiants dans différentes villes de Palestine continueront à être organisés. Entre-temps, Lärarförbundet et l'UEN ont financé le site Internet du GUTP et l'UEN en assurera le suivi. L'AFT met actuellement en œuvre une série de formations destinées à renforcer les capacités syndicales. L'IE a demandé à être informée de toutes les activités menées avec le GUPT afin d'éviter les doubles emplois et d'assurer une bonne coordination de toutes les activités des partenaires de la coopération.
- Au **Koweït**, la Fédération islamique des enseignants s'est réunie. Il s'agit d'une organisation qui s'efforce de regrouper les syndicats des pays musulmans, de l'Indonésie au Sénégal. FvL a été invité à la réunion, le membre marocain du Bureau exécutif africain a participé en qualité de mandataire. La Fédération islamique des enseignants veut être une organisation régionale et ne cherche pas à concurrencer d'autres instances, comme l'IE. Une coopération devrait être envisagée entre ces organisations naissantes, sous réserve que cela ne soit pas en contradiction avec les principes de l'IE.

Questions et commentaires

- Agnes Breda explique que la Federation of Arab Teachers (FAT) existe déjà dans la région et demande si l'IE sait que certains syndicats de la région ont une double affiliation et si des efforts sont déployés pour développer un partenariat avec la FAT qui servirait d'organisation cadre.
- NR répond qu'il existe des contacts informels avec la FAT. La FAT connaît le programme MENA et l'un des syndicats libanais en est membre. La difficulté opérationnelle avec la FAT est la clause selon laquelle un seul syndicat de chaque pays peut en être membre, ce qui est contraire aux principes de l'IE.
- Samidha Garg, NUT, fait état des liens forts avec le GUPT. Ils mènent actuellement à bien un projet sur le développement professionnel avec le syndicat israélien. Le projet tend à lutter contre l'antisémitisme et l'islamophobie dans la région.
- Assibi Napoe insiste sur la dimension de genre dans la région et fait référence aux ateliers préliminaires qui se sont déroulés en 2006 et 2007 et sur la nécessité de sensibiliser la région aux problèmes de genre.
- Nicolas Richards indique qu'à ce jour, les travaux au sein du consortium ont consisté à développer des contacts et à créer un espace de discussion. En 2009, l'accent portera davantage sur des activités concrètes à entreprendre.

ASIE CENTRALE

NR rapporte ce qui suit:

- Les programmes en faveur de l'Asie centrale ont en fait débuté avant que le Congrès de l'IE décide d'allouer des fonds afin que les syndicats de la région bénéficient d'une aide de l'IE pour développer de nouvelles structures. L'UEN, l'OAJ et Lärarförbundet ont soutenu le bureau EIRAP en effectuant du travail de terrain.
- Après la première réunion du consortium sur les programmes de l'IE pour l'Asie centrale en décembre 2007, le véritable travail a commencé.
- En mai 2008, le NTUTSW Kazakhstan, le TUESWK Kirghizstan, le RC-STES Tadjikistan et le TUESWU Ouzbékistan ont rencontré le consortium (LF Suède, UEN Norvège, OAJ Finlande, NEA États-Unis, AFT États-Unis et IE) afin de partager des informations essentielles sur la situation actuelle des syndicats d'enseignants, sur l'éducation et sur la situation socioéconomique de chaque pays de la région. À l'issue de cette réunion, le travail syndical sur les plans nationaux a débuté, tout d'abord avec le TUESWK Kirghizstan et ensuite avec les trois autres syndicats. Il existe désormais quatre plans nationaux et une approche régionale pour coopérer dans ce domaine. Les activités de 2009 ont été convenues.



7. CD ET RÉSEAUX SUR LA PERSPECTIVE DE GENRE

Jan Eastman (JE), Juliane Rethorst (JR) et Delphine Sanglan (DS) rapportent ce qui suit:

- JE replace le travail dans son contexte en termes de résolutions, de Conférence mondiale des femmes, de réseaux, d'enquête et de rapport au Congrès et d'éducation des filles.
- JR explique comment la résolution de 2001 «La perspective du genre dans la coopération au développement» a été intégrée dans les projets de coopération au développement. La base de données sur la coopération au développement montre que les projets sont répartis en projets clairement destinés aux femmes et en projets ayant une dimension de genre.
- Delphine Sanglan souligne que le VIH/SIDA est une question syndicale et signale que l'IE peut jouer un rôle différent et donner une perspective différente au travail réalisé par les ONG. La dimension de genre dans le VIH/SIDA et les syndicats montre l'absence de capacité à traiter des questions de violence et d'abus sexuel dans les écoles. L'IE a répondu par la publication «Écoles non sexistes». DS décrit brièvement le manuel, son contenu et ses objectifs.

Questions et commentaires:

- David Dorn remarque que le VIH/SIDA est une question délicate dans le monde enseignant, en particulier lorsqu'il est mis en rapport avec une inconduite sexuelle. Il demande quelles sont les études réalisées, y compris les études longitudinales permettant d'évaluer l'efficacité du programme EFAIDS dans la réduction de la prévalence du VIH/SIDA parmi les enseignants.
- Tore Asmussen demande s'il serait possible de choisir plus d'un thème dans la base de données pour classer les projets. JE promet que ce sera fait.

8. SOLIDARITÉ

Juliane Rethorst indique que l'IE a soutenu les organisations suivantes en 2008:

- Aide de solidarité: ZIMTA/Zimbabwe, Stella Dominquez, FECODE/Colombie
- Secours aux sinistrés: UASU, KUDHEIHA, KNUIT/Kenya; ESFTUG/Géorgie; CNEH/Haïti

9. ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE – INEE

Jefferson Pessi (JP) fait rapport sur ce qui suit:

- L'Inter-Agency Network on Education in Emergency Situations (réseau inter-agences sur l'éducation dans les situations d'urgence) est un réseau mondial ouvert regroupant des agences de développement, des ONG et du personnel. Formé à Dakar, ce réseau promeut ce thème et rassemble des publications, comme les normes minimales essentielles sur l'éducation dans les situations d'urgence. Cette année, un document important était les notes d'orientation sur le salaire des enseignants dans des situations d'urgence. Les agences des Nations unies rencontrent les gouvernements et les autorités lors des conflits et se réfèrent à ces outils pour faire progresser l'éducation dans les situations d'urgence.

10. EFAIDS

JP fait rapport sur ce qui suit:

- Grâce aux politiques adoptées lors de ses congrès, l'IE a reçu mandat de se pencher sur les problèmes du VIH/SIDA, et le programme EFAIDS en est la traduction. Ce programme est un vrai programme syndical, dont le but est l'appropriation par les syndicats à plus long terme. Il souligne que le programme n'est pas uniquement un programme sur le VIH/SIDA, mais qu'il inclut à la fois l'EPT et le VIH/SIDA.
- La recherche est un élément fondamental du programme et procéder à leurs propres études permet aux syndicats de contester les politiques gouvernementales en s'appuyant sur une base bien définie.



La fragmentation des syndicats a été compensée par la politique suivie par le programme de gérer un seul programme par pays. Ce programme a amélioré l'image et la visibilité des syndicats auprès du public et des gouvernements, en atteignant le public en République dominicaine et en resserrant les contacts avec le gouvernement en Ouganda.

- Les rapports affirmant que les enseignants sont plus touchés par le VIH/SIDA sont exagérés et ils n'existe aucune donnée concrète en ce sens. Les enseignants semblent autant touchés par le VIH/SIDA que le reste de la population, mais pas plus. Au sein du comité de pilotage du GUAP, la tendance est à la réalisation d'une étude de fond sur l'efficacité des interventions sur les enseignants, qui devrait débuter en janvier 2009.

Questions et commentaires:

- Emmanuel Fatoma souligne que le Bureau régional suit une approche intégrée dans son travail sur le programme EFAIDS et la coopération au développement. La visibilité du programme EFAIDS est renforcée par sa présence dans cinq domaines, de telle sorte que les activités entreprises dans un domaine alimentent les autres activités.
- Gabriela Bonilla ajoute qu'en Amérique latine, la tendance s'oriente vers l'intégration de la problématique et des activités d'EFAIDS dans le travail et les structures des syndicats.
- Lajla Blom observe que l'UEN poursuit sa coopération avec le Conseil norvégien des réfugiés, qui est informé par le travail de l'INEE.
- David Edwards de la NEA indique que les périodes de troubles sont souvent utilisées comme prétexte pour faire passer des politiques ou mettre en place des mesures défavorables aux enseignants et à l'enseignement public.

11. RÉSEAU ÉDUCATION ET SOLIDARITÉ

Sylvie Grasso présente le réseau aux participants et insiste sur les points suivants:

- L'Internationale de l'Éducation (IE) a lancé un nouveau projet en partenariat avec la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN), l'Association Internationale de la Mutualité (AIM) et l'OIT (Organisation internationale du travail): le réseau Éducation et Solidarité, dont le but est de contribuer à renforcer et à développer des régimes de protection sociale fondés sur la solidarité en mobilisant des professionnels du secteur de l'éducation dans tous les pays du monde.
- Les professionnels du secteur de l'éducation ont un rôle à jouer dans le développement de systèmes de protection sociale fondés sur la solidarité. Le soutien des membres de l'IE est essentiel à la mise en place de ce réseau, dont l'objectif est de promouvoir l'échange des meilleures pratiques dans le domaine de la mutualité à travers le monde, de partager les expériences, d'aider à la création de structures mutuelles et à la diffusion de modules de formation consacrés aux systèmes de soutien mutuel fondés sur la solidarité.
- Un questionnaire sera envoyé à tous les membres de l'IE afin de permettre au réseau d'identifier les initiatives existantes menées par des professionnels de l'éducation dans le domaine de la protection sociale.
- Une conférence internationale sera organisée à Paris les 14 et 15 mai 2009 à l'occasion de l'inauguration du réseau.

12. DISCUSSION PLÉNIÈRE DU DOCUMENT SUR LA CD

La présidente présente une introduction. Lajla Blom/UEN présente le premier projet d'un nouveau document sur la coopération au développement, rédigé par l'UEN à la suite d'une discussion avec l'IE.

Groupe 1

Animateur: Nicolas Richards
Prise de notes: Yann Gelister
Rapporteur: Henrik Herber

Henrik Herber rend compte de la discussion comme suit:



- Discussion sur le contexte dans lequel se déroule la CD, c'est-à-dire les pays, les partenaires de la coopération et les politiques de l'IE.
- Analyse des relations entre les partenaires de la coopération (partenaires de la coopération et syndicats nationaux) et du contexte de ce que l'on entend par les politiques, les programmes et les actions de CD. Le concept de CD doit être revus dans les programmes de l'IE. À cet égard, il est proposé d'explorer d'autres manières de formuler ce que nous voulons réaliser, d'examiner les termes que nous utilisons.
- Soutien au processus de révision du document de l'IE de 1997 et réflexion. Un groupe de travail spécifique est nécessaire à cette fin.
- L'idée principale doit être la solidarité syndicale plutôt que la coopération au développement.

Groupe 2:

Animatrice: Delphine Sanglan

Prise de notes: Alexandra Cogels

Rapporteur: Barbara MacDonald

Barbara MacDonald rend compte de la discussion comme suit:

- Discussion principale sur le partenariat et la solidarité.
- Référence à la déclaration de Paris, qui a une influence sur notre manière de travailler.
- Principes: indépendance, autonomie, viabilité.
- Rôle de l'IE: IE en tant que centre d'information, analyse, contexte, syndicats.

Groupe 3:

Animateur: Jefferson Pessi

Prise de notes: Undraa Batsukh

Rapporteur: Lajla Blom

Lajla Blom rend compte de la discussion comme suit:

- La viabilité est un aspect essentiel de la coopération au développement.
- Le travail de CD doit aider les syndicats à renforcer leurs capacités, à offrir de meilleurs services à leurs membres et à se faire entendre dans le débat sur l'éducation, en promouvant la démocratie et le respect des droits humains et commerciaux.
- Les concepts que nous utilisons pour nous positionner comme bénéficiaire ou donateur doivent être définis. Nous voulons sortir de ce type de compréhension, de ce langage.
- Conscience des termes utilisés mais pas de la mesure dans laquelle cette prise de conscience inhibe le travail en matière de CD.
- Discussion sur la manière d'intégrer la dimension de genre dans le travail, pas uniquement en ce qui concerne les femmes, mais aussi les hommes. Reconnaissance du fait que les bureaux régionaux ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en perspective de la situation.
- Passer à des programmes et s'écarter des projets. Nécessité de développer un partenariat dynamique et flexible.
- Point 4: le rôle de l'IE; les bureaux régionaux sont mieux armés pour comprendre la situation à laquelle les syndicats doivent faire face.

Groupe 4:

Animateur: Juliane Rethorst

Prise de notes: Julie Kavanagh

Rapporteur: Paula Engwall

Paula Engwall rend compte la discussion comme suit:

- Reconnaissance du fait que le document précédent n'a pas servi et qu'il est nécessaire de repartir de zéro pour créer un document dynamique pour un contexte différent.
- Nécessité d'utiliser le document comme point de départ pour le développement et d'intégrer pleinement le travail de CD dans les structures syndicales.



- Discussion axée sur le document, son utilisation, la manière dont l'IE, les bureaux régionaux et les membres l'utilisent. Terminologie: ne plus parler d'organisation hôte, s'en tenir aux partenaires de la coopération.
- Nécessité d'approfondir le concept «fort». Nous parlons d'organisations fortes, mais nous ne définissons pas le sens de «fort».
- Pas de mention au mouvement international des enseignants.
- Nécessité de définir le rôle de l'IE et l'expertise des partenaires de la coopération.
- L'IE a besoin d'une base de référence sur la situation syndicale dans le pays.
- Les activités de l'IE doivent être incluses dans l'évaluation de la viabilité.
- L'unité syndicale doit être mise en avant.
- Que faisons-nous des conseils de l'IE? Les suivons-nous?

13. COMMENTAIRES DE LA PLÉNIÈRE

- JE: demande l'accord des participants pour ne plus utiliser les termes «hôte» et «bénéficiaire». Les participants acceptent à l'unanimité.
- Que faire ensuite? Les notes de la réunion, ainsi que celle des groupes de discussions, seront diffusées par courrier électronique à la liste CD pour réaction. Ensuite, la rédaction se poursuivra et une nouvelle version sera diffusée et sera rediscutée lors de la prochaine réunion CD.
- Nicolas Richards s'inquiète de la manière d'inclure les points de vue des partenaires des syndicats qui reçoivent des fonds, étant donné que, jusqu'à présent, le processus les a largement laissés de côté.
- Jan Eastman confirme que le projet sera largement diffusé durant l'année et sera revu lors de la prochaine réunion CD, qui aura lieu les 19 et 20 novembre 2009.

14. CLÔTURE

La présidente remercie les interprètes, le personnel de l'IE, les bureaux régionaux et tous les membres pour leur participation et invite Margareta Axel à conclure.

Margareta Axell (MA): MA déclare qu'il s'agissait de sa 16^e réunion CD. La première réunion à laquelle elle a participé a eu lieu au début des années 1980. Elle a entendu les mêmes discussions à de nombreuses reprises, mais a pu constater des progrès et des changements. Lorsqu'elle a débuté, elle était sûre qu'elle ne verrait jamais de résultats, mais elle en a vus. «Je pense que j'ai fait mon travail, donc je ne suis pas triste et j'attends de prendre ma retraite». Elle voyagera désormais sans la pression de devoir rentrer avec un résultat. Margareta remercie tout particulièrement les bureaux régionaux de l'IE.